

**Art. 2.** A l'article 15 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 29 juin 2011, 30 septembre 2011 et 26 octobre 2011, sont apportées des modifications suivantes à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2011 :

1° dans le § 3, alinéa 2, le nombre "15" est remplacé par le nombre "25",

2° dans le § 4, alinéa 3, le nombre "40" est remplacé par le nombre "50".

**Art. 3.** Dans l'article 27 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 26 octobre 2011, sont apportées les modifications suivantes à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2011 :

1° dans les §§ 1<sup>er</sup> et 2, le nombre "31" est remplacé par le nombre "5",

2° le § 1<sup>er</sup> est complété par un deuxième alinéa, comme suit :

« Dans la période du 6 décembre 2011 jusqu'au 31 décembre 2011 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) que les captures totales de raies par voyage en mer, réalisées par un navire de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 50 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

3° le § 2 est complété par un deuxième alinéa, comme suit :

« Dans la période du 6 décembre 2011 jusqu'au 31 décembre 2011 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) que les captures totales de raies par voyage en mer, réalisées par un navire de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 100 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2011 et cessera d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Bruxelles, le 2 décembre 2011.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure,  
de l'Agriculture et de la Politique de la Ruralité,

K. PEETERS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 3193

[C - 2011/29582]

#### 20 OCTOBRE 2011. — Décret instituant le Conseil supérieur des Sports

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « Conseil » : le Conseil supérieur des Sports institué en application de l'article 2 du présent décret;

2° « domaine sportif » : toutes les matières ayant trait à l'éducation physique, au sport et à la vie en plein air au sens de l'article 4, 9° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

3° « Administration » : la Direction générale du Sport de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse, de la Santé et du Sport en Communauté française;

4° « Ministre » : le membre du Gouvernement qui a le Sport dans ses attributions.

##### CHAPITRE II. — Le Conseil supérieur des Sports

###### Section I<sup>re</sup>. — Généralités

**Art. 2.** Il est institué auprès du Gouvernement un Conseil supérieur des Sports saisi de toutes questions portant sur le domaine sportif.

###### Section II. — Objet et missions

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement recueille l'avis du Conseil sur tout projet de décret ou d'arrêté relatif au domaine sportif.

§ 2. Le Conseil donne, à la demande du Gouvernement ou du Parlement, des avis concernant les matières qui sont de la compétence de la Communauté française dans le domaine sportif.

§ 3. Le Conseil remet son avis motivé dans un délai de trente-cinq jours suivant la réception de la demande écrite du Gouvernement ou du Parlement. La moitié de ce délai doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

En cas d'urgence spécialement motivée, le Gouvernement ou le Parlement peut demander au Conseil que son avis soit remis dans un délai ne dépassant pas dix jours. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

Si le Conseil ne transmet pas l'avis dans le délai prescrit, et si celui-ci n'a pas été prorogé par le Gouvernement ou le Parlement de la Communauté française, il peut être passé outre à l'avis.

**Art. 4.** Le Conseil peut assurer le développement de toute étude, outil ou démarche visant à améliorer le fonctionnement du monde sportif, notamment en proposant des modifications de la réglementation dans le domaine sportif. Le Conseil peut, dans ce cadre, d'initiative, développer des réflexions et analyses sur des thèmes liés au domaine sportif, au niveau communautaire, belge ou européen.

Ces propositions ne lient pas le Gouvernement.

Il dresse également et tient à jour un inventaire de la législation et de la réglementation en matière sportive aux niveaux de la Communauté française, belge, européen et international.

**Art. 5.** Chaque année, au plus tard le 31 janvier le Conseil transmet au Gouvernement un rapport qui porte sur :

1° Les activités du Conseil de l'année civile précédente, notamment :

- a) La liste des dossiers soumis;
- b) Les avis rendus et les critères dont il a été tenu compte dans leur élaboration;
- c) La présence des membres lors des réunions;
- d) Les initiatives prises par le Conseil;

2° L'évolution du monde sportif en Communauté française;

3° L'inventaire législatif et réglementaire réalisé par le Conseil conformément à l'article 4, alinéa 3.

Ce rapport est publié sur le site officiel de l'Administration. Il est également transmis au Parlement de la Communauté française.

### *Section III. — Fonctionnement*

**Art. 6.** Les avis du Conseil sont motivés et élaborés à l'issue d'un débat entre ses membres. Toutefois, en cas d'urgence ou, dans des circonstances spécialement motivées, l'avis du Conseil peut être élaboré par une procédure écrite.

**Art. 7.** Le Conseil adopte son règlement d'ordre intérieur à la majorité des trois-quarts des membres présents dans le mois de son installation.

Celui-ci prévoit, notamment, les points suivants:

- le nombre minimal de réunions annuelles qui ne peut être inférieur à six;
- l'obligation de rédiger un procès-verbal motivé des débats tenus au cours de chaque réunion;
- le mode de transmission des documents aux membres;
- la procédure de convocation des réunions;
- les modalités de mise en œuvre de la procédure écrite de remise d'avis en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées, telle qu'elle est visée à l'article 6;
- le caractère public ou non des réunions de l'organisme;
- Le cas échéant, les conditions et situations dans lesquelles la confidentialité des délibérations ou des documents peut être appliquée;
- le siège et le lieu des réunions de l'organisme;
- les modalités de consultation du rapport annuel;
- les règles prévues en matière de procuration à un autre membre de l'organisme, étant entendu que chaque membre ne peut être porteur de plus d'une procuration;
- les cas où l'audition du responsable du projet est obligatoire;
- les règles de conflit d'intérêt interdisant à tout membre de délibérer sur des points pour lesquels il a un intérêt direct;
- les règles de fonctionnement du secrétariat permanent du Conseil supérieur des Sports ainsi que les modalités d'information du président du Conseil aux membres du Conseil quant aux missions qu'il confie au secrétariat permanent.

Le Conseil soumet le projet de règlement d'ordre intérieur, ainsi que toute modification ultérieure qu'il entend y apporter, à l'approbation du Gouvernement.

Le Gouvernement approuve ou refuse le projet dans les quarante-cinq jours de la réception de la demande. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvrable qui suit. A défaut de décision adoptée dans ce délai, le règlement ou ses modifications, sont réputés approuvés.

**Art. 8.** Le Conseil se réunit sur convocation de son président envoyée, par courrier électronique et par courrier postal, à tous les membres du Conseil ainsi qu'au Ministre, pour information, au moins 7 jours ouvrables avant la date prévue pour la réunion, sauf dans les cas d'urgence.

La convocation comprend un ordre du jour détaillé, l'ensemble des documents préparatoires ainsi qu'un projet de procès-verbal précis, résumant les débats de la réunion précédente.

Les procès-verbaux de réunion approuvés sont transmis au Ministre dans les huit jours qui suivent leur approbation.

Il est alloué aux membres du Conseil un jeton de présence d'un montant de 100 euros par séance plénière ainsi qu'une intervention dans les frais de déplacement conformément à l'indemnité kilométrique applicable aux agents des services du Gouvernement ou au remboursement de leur titre de transport par chemin de fer en première classe ou au remboursement de tout autre moyen de transport en commun.

**Art. 9.** Le Conseil ne peut délibérer valablement que si la moitié des membres sont présents.

Si le quorum de présence visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas atteint, une nouvelle réunion du Conseil est convoquée qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre de membres présents. La seconde réunion, portant sur le même ordre du jour, ne peut être tenue moins de deux jours ouvrables après la date prévue pour la première réunion.

Les décisions du Conseil sont adoptées à la majorité simple des membres présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Des notes de minorité peuvent être déposées. Elles sont annexées au procès-verbal de la réunion.

## Section IV. — Composition

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil est composé de vingt et un membres désignés par le Gouvernement en fonction de leurs compétences particulières et de leur expérience personnelle dans le domaine sportif.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant qui ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

§ 2. Le Conseil est composé comme il suit, de manière à assurer, en son sein, la connaissance que ses membres ont des milieux ou organismes suivants de la Communauté française:

1. Un membre pour le sport à l'école;
2. Un membre pour le sport dans l'enseignement supérieur;
3. Un membre pour le sport de loisirs;
4. Un membre pour le sport pour personnes porteuses d'un handicap;
5. Un membre pour les villes et communes;
6. Un membre pour l'Association des établissements sportifs;
7. Un membre pour l'Association interfédérale du Sport francophone;
8. Un membre pour le Comité olympique et interfédéral belge;
9. Sept membres pour les fédérations sportives dont un sportif ou ancien sportif ayant quitté la compétition depuis moins de 10 ans;
10. Un membre pour le sport militaire;
11. Un membre pour la médecine sportive;
12. Quatre représentants des tendances idéologiques et philosophiques.

Les membres du Conseil siègent à titre personnel.

Le Conseil ne peut comporter plus de deux tiers de représentants du même sexe.

§ 3. Nul ne peut être désigné comme membre s'il a été condamné ou est membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamnée, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède.

Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. La désignation s'effectue sur base d'un appel à candidatures publié sur le site internet de l'Administration et transmis aux organisations représentatives des milieux ou aux organismes visés au § 2 qui sont concernés par le ou les postes qui doit(vent) être pourvu(s), au moins six mois avant la date d'expiration du ou des postes(s) à pourvoir.

Ces organisations ou ces organismes assurent la publicité de cet appel à candidatures auprès de tous leurs membres.

L'appel à candidatures précise les éléments suivants :

- 1° les incompatibilités visées au paragraphe 3;
- 2° l'intitulé et l'objet des postes à pourvoir, en ce compris le milieu ou l'organisme duquel le candidat devra prouver sa connaissance;
- 3° le contenu de l'acte de candidature pour que celui-ci soit déclaré complet et recevable;
- 4° l'adresse à laquelle il doit être envoyé;
- 5° le délai dans lequel il doit être envoyé.

L'acte de candidature doit:

- 1° justifier la motivation du candidat à siéger au sein de l'instance et à occuper le poste sollicité;
- 2° indiquer et justifier la qualité en laquelle le candidat se présente, en mentionnant une des catégories visées au § 2, ainsi que sa compétence ou son expérience de l'organisme ou du milieu concerné. A cet effet, le candidat joint à son acte tout document qu'il juge pertinent.
- 3° être accompagné du *curriculum vitae* du candidat.

Les candidatures sont adressées à l'Administration dans un délai de cinquante jours à dater de la publication de l'appel à candidatures. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

Les candidatures et les annexes sont adressées soit par un envoi recommandé à la poste, au plus tard le dernier jour du délai visé à l'alinéa précédent, soit par courriel, soit sont déposées sur place, à l'attention de la personne mentionnée dans l'appel à candidats.

Les candidatures font l'objet d'un accusé de réception de l'Administration précisant, s'il échet, les pièces manquantes. L'Administration envoie cet accusé de réception dans les quinze jours de la réception des candidatures. Les pièces manquantes sont versées au dossier si elles sont communiquées à l'Administration dans les quinze jours de l'envoi de l'accusé de réception de la candidature. Les pièces manquantes sont adressées soit par un envoi recommandé à la poste, au plus tard le dernier jour du délai visé au présent alinéa, soit par courriel, soit sont déposées sur place, à l'attention de la personne mentionnée dans l'appel à candidats. Seuls les dossiers de candidature complets sont recevables.

L'Administration transmet les dossiers de candidatures recevables au Ministre dans les quinze jours du constat du caractère complet de ceux-ci.

Le Gouvernement désigne les membres dans les trente jours de la transmission des dossiers de candidature recevables par l'Administration et en informe simultanément les candidats retenus et non retenus.

Si les candidatures ne permettent pas de pourvoir à l'ensemble des postes au sein du Conseil, le Gouvernement désigne d'office la personne qu'il juge la plus apte à remplir cette fonction.

§ 5. Les membres du Conseil sont désignés pour une durée de cinq ans par le Gouvernement. Leur désignation est prolongée, le cas échéant, jusqu'à l'entrée en fonction du membre désigné pour leur succéder conformément au paragraphe 4.

Lorsque les fonctions d'un ou plusieurs membres prennent fin avant le terme fixé, un nouvel appel à candidatures est lancé conformément à la procédure visée au paragraphe 4. La désignation est renouvelable une fois.

§ 6. Est réputé démissionnaire, après audition préalable de l'intéressé et sur décision motivée du Conseil et approuvée par le Gouvernement dans les cinq jours ouvrables de sa réception, le membre :

1°) qui a été absent de manière non justifiée à plus de trois réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

2°) qui a été absent de manière non justifiée, à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;

3°) qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents qui lui sont transmis conformément à l'article 7, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur.

§ 7. Lors de chaque renouvellement quinquennal, le Gouvernement désigne au sein du Conseil un président et un vice-président.

§ 8. Le Conseil peut faire participer à ses travaux des experts extérieurs. Il peut également entendre le responsable du projet sur lequel porte l'avis demandé ou son représentant.

**Art. 11.** Il est institué un secrétariat permanent du Conseil supérieur des sports rattaché administrativement à la Direction générale du Sport de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse, de la Santé et du Sport en Communauté française.

Le secrétariat permanent, composé au moins de trois membres, a pour mission d'assister le Conseil supérieur des sports dans les missions qui lui sont dévolues à la demande et selon les modalités définies par le président du Conseil supérieur des sports, conformément aux dispositions prévues dans le règlement d'ordre intérieur. Il est, notamment, chargé d'envoyer les convocations et de rédiger les procès-verbaux des réunions du Conseil.

Ce secrétariat pourra également être chargé d'instruire les dossiers de demande d'avis, d'effectuer un travail de documentation et d'inventaire de la législation en matière sportive, de préparer le rapport annuel du Conseil et de développer toute étude, outil ou démarche visant à améliorer le fonctionnement du monde sportif en Communauté française.

### CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et abrogatoires

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 10 paragraphe 2, le Conseil est composé des membres actuels du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air tel qu'institué par le décret du 23 décembre 1988 jusqu'au terme de leur désignation.

Leur désignation est prolongée, le cas échéant, jusqu'à l'entrée en fonction des nouveaux membres du Conseil désignés en application de l'article 10 du présent décret.

§ 2. Le Conseil adopte son règlement d'ordre intérieur dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 13.** Le décret du 23 décembre 1988 instituant le Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air auprès de l'Exécutif de la Communauté française est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 octobre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

—  
Note

Session 2010-2011.

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 251-1. — Amendements en commission, n° 251-2 — Rapport, n° 251-3 — Amendement de séance, n° 251-4.

Session 2011-2012.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 18 octobre 2011.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 3193

[C — 2011/29582]

## 20 OKTOBER 2011. — Decreet tot instelling van de Hoge Sportraad (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK EEN. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « Raad » : de Hoge Sportraad ingesteld met toepassing van artikel 2 van dit decreet;

2° « sportgebied » : alle aangelegenheden met betrekking tot de lichamelijke opvoeding, sport en het openluchtlevens in de zin van artikel 4, 9° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3° « Bestuur » : de Algemene Directie voor Sport van het Algemeen Bestuur voor Hulpverlening aan de Jeugd, Gezondheid en Sport in de Franse Gemeenschap;

4° « Minister » : het lid van de Regering bevoegd voor Sport.

HOOFDSTUK II. — *De Hoge Sportraad**Eerste Afdeling.* — Algemene bepalingen

**Art. 2.** Er wordt bij de Regering een Hoge Sportraad ingesteld die bevoegd is voor alle aangelegenheden betreffende het sportgebied.

*Afdeling II.* — Doel en opdrachten

**Art. 3.** § 1. De Regering vraagt het advies van de Raad aan over elk ontwerp van decreet of besluit betreffende het sportgebied.

§ 2. Op aanvraag van de Regering of van het Parlement verleent de Raad een advies over de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap op sportgebied ressorteren.

§ 3. De Raad brengt zijn met redenen omkleed advies uit binnen een termijn van 35 dagen na de ontvangst van de geschreven aanvraag van de Regering of het Parlement. De helft van deze termijn moet buiten de periodes van schoolverlof vallen. Indien de laatste dag van de termijn op een wettelijke feestdag valt, of op een zaterdag of een zondag, wordt het einde van de termijn overgedragen naar de eerste werkdag die volgt.

In geval van behoorlijk met redenen omklede noodzakelijkheid kan de Regering of het Parlement aanvragen dat de Raad een advies uitbrengt binnen een termijn die niet tien dagen mag overschrijden. Indien de laatste dag van de termijn op een wettelijke feestdag valt, of op een zaterdag of een zondag, wordt het einde van de termijn overgedragen naar de eerste werkdag die volgt.

Indien de Raad zijn advies niet overbrengt binnen de bepaalde termijn, en indien de termijn niet verlengd werd door de Regering of door het Parlement van de Franse Gemeenschap, kan verder gegaan worden zonder rekening te houden met het mogelijk daarna uitgebrachte advies.

**Art. 4.** De raad kan zorgen voor de ontwikkeling van elk onderzoek, instrument of elke stap met als doel het verbeteren van de werking van het sportgebied, inzonderheid door wijzigingen van de reglementering op sportgebied voor te stellen. In dit kader kan de Raad, uit eigen initiatief, thema's in verband met het sportgebied, op gemeenschaps-, Belgisch of Europees niveau, aansnijden en analyseren.

Deze voorstellen zijn voor de Regering niet bindend.

Ook stelt hij een inventaris van de wetgeving en de reglementering op inzake sport op het niveau van de Franse Gemeenschap, op Belgisch, Europees en internationaal niveau, en moet hij deze updaten.

**Art. 5.** Elk jaar, ten laatste tegen 31 januari, zendt de Raad aan de Regering een verslag over:

1° De activiteiten van de Raad van het vorige kalenderjaar, inzonderheid :

a) de lijst van de voorgelegde dossiers;

b) de uitgebrachte adviezen en de criteria waarmee rekening werd gehouden tijdens het opstellen ervan;

c) de aanwezigheid van de leden tijdens de vergaderingen;

d) de door de Raad genomen initiatieven;

2° De evolutie van de sportwereld in de Franse Gemeenschap;

3° De inventaris van de wetten en reglementen opgesteld door de Raad overeenkomstig artikel 4, derde lid.

Dat verslag wordt bekendgemaakt op de officiële site van het Bestuur. Het wordt tevens aan het Parlement van de Franse Gemeenschap overgezonden.

*Afdeling III.* — Werking

**Art. 6.** De adviezen van de Raad worden met redenen omkleed en uitgewerkt na een debat onder de leden ervan. Nochtans, in geval van dringende noodzakelijkheid of, in bijzonder met redenen omklede omstandigheden, kan het advies van de Raad schriftelijk uitgewerkt worden.

**Art. 7.** De Raad neemt zijn eigen huishoudelijk reglement aan bij de driederde meerderheid der aanwezige leden gedurende de maand van de instelling ervan.

Erin worden, namelijk, de volgende punten bepaald:

- het minimale aantal jaarlijkse vergaderingen dat minstens zes moet bedragen;
- de verplichting met redenen omklede notulen op te stellen van de debatten gehouden gedurende elke vergadering;
- de wijze van verzending van de documenten aan de leden;
- de procedure voor de bijéénroeping van de leden voor de vergaderingen;
- de nadere regels voor de uitwerking van de schriftelijke procedure voor het uitbrengen van een advies in geval van dringende noodzakelijkheid of in bijzonder met redenen omklede omstandigheden, zoals bedoeld bij artikel 6;
- de al dan niet publieke aard van de vergaderingen van de instelling;
- desgevallend, de voorwaarden en toestanden waarin de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen of de documenten kan worden toegepast;
- de zetel en de plaats voor de vergaderingen van de instelling;
- de nadere regels voor de raadpleging van het jaarlijkse verslag;
- de regels bepaald inzake verlening van een volmacht aan een ander lid van de instelling, met verstaande dat elk lid enkel één volmacht mag hebben;
- de gevallen waarin het verhoor van de verantwoordelijke voor het project verplicht is;
- de regels van belangenconflict waarbij een lid belemmerd wordt te beraadslagen en te beslissen over punten waarin het direct belang heeft;
- de regels voor de werking van het vast secretariaat van de Hoge sportraad alsook de nadere regels voor het informeren door de Voorzitter van de Raad van de leden van de Raad wat betreft de opdrachten die hij aan het vast secretariaat toevertrouwt.

De Raad legt aan de goedkeuring van de regering het ontwerp van huishoudelijk reglement alsook elke latere wijziging die hij eraan wenst aan te brengen.

De regering keurt het ontwerp goed of weigert het binnen de 45 dagen van de ontvangst van de aanvraag. Indien de laatste dag van de termijn op een wettelijke feestdag valt, of op een zaterdag of een zondag, wordt het einde van de termijn overgedragen naar de eerste werkdag die volgt. Bij gebrek aan beslissing aangenomen binnen deze termijn worden het reglement of zijn wijzigingen als goedgekeurd geacht.

**Art. 8.** De Raad vergadert op oproeping gezonden door de Voorzitter per email en per post aan alle leden van de Raad alsook aan de Minister, ter informatie, minstens 7 werkdagen vóór de datum bepaald voor de vergadering, behoudens in geval van dringende noodzakelijkheid.

De oproeping bevat een gedetailleerde agenda, het geheel van de voorbereidende documenten alsook een nauwkeurig ontwerp van notulen waarin de debatten van de vorige vergaderingen samengevat worden.

De goedgekeurde vergaderingsnotulen worden aan de Minister overgezonden binnen de acht dagen na hun goedkeuring.

Er wordt aan de leden van de Raad een zitpenning toegekend van een bedrag van 100 euro per plenaire vergadering alsook een tegemoetkoming in de verplaatsingskosten overeenkomstig de kilometervergoeding die op de ambtenaren van de diensten van de Regering van toepassing is of de terugbetaling van hun vervoertitel per trein in de eerste klasse of via elk ander gemeenschappelijk vervoermiddel.

**Art. 9.** De Raad kan enkel geldig beraadslagen als de helft van de leden aanwezig is.

Indien het aanwezigheidsquorum bedoeld bij het eerste lid niet bereikt wordt, wordt een nieuwe vergadering van de Raad bijééngeropen die geldig zal kunnen beraadslagen, wat ook het aantal aanwezige leden ook zij. De tweede vergadering, over dezelfde agenda, kan enkel eerst twee werkdagen na de datum bepaald voor de eerste vergadering gehouden worden.

De beslissingen van de Raad worden bij de eenvoudige meerderheid der aanwezige leden aangenomen. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

Er kunnen minderheidsnota's ingediend worden. Ze worden bij de notulen van de vergadering gevoegd.

#### *Afdeling IV. — Samenstelling*

**Art. 10.** § 1. De Raad wordt samengesteld uit 21 leden aangesteld door de Regering in functie van hun bijzondere bevoegdheden en hun persoonlijke ervaring op sportgebied.

Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen dat enkel in de afwezigheid van het werkend lid dat het vervangt, kan zetelen.

§ 2. De Raad wordt samengesteld zodat ervoor gezorgd wordt dat in zijn midden de kennis van de leden van de volgende kringen of instellingen van de Franse Gemeenschap voldoende is :

1. één lid voor sport op school;
2. één lid voor sport in het hoger onderwijs;
3. één lid voor ontspanningssport;
4. één lid voor sport voor gehandicapte personen;
5. één lid voor de Steden en Gemeenten;
6. één lid voor de Vereniging voor sportinrichtingen;
7. één lid voor de « Association interfédérale du Sport francophone »;
8. één lid voor het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité;
9. zeven leden voor de sportfederaties waaronder één sportbeoefenaar of oud-beoefenaar die sinds minder dan tien jaar niet meer aan competitie sport doet;
10. één lid voor sport bij het leger;

11. één lid voor sportgeneeskunde;
12. vier vertegenwoordigers van de ideologische en filosofische strekkingen.

De leden van de Raad zetelen ten persoonlijke titel.

De Raad mag niet meer dan twee derde van vertegenwoordigers van hetzelfde geslacht tellen.

§ 3. Niemand mag als lid aangewezen worden als hij veroordeeld werd of lid is van een organisatie of vereniging die veroordeeld werd, krachtens een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing, wegens niet-inachtneming van de beginsels van de democratie zoals verwoord door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, door de Grondwet, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd.

Dit verbod is niet meer geldig tien jaar na de bovenvermelde beslissing als vastgesteld kan worden dat de persoon of de vereniging publiek verzaakt heeft op haar vijandigheid tegenover de democratische beginsels verwoord in de bepalingen bedoeld bij het vorige lid.

Het houdt op één jaar na de bovenvermelde justitiebeslissing indien de persoon haar ontslag heeft ingediend bij de vereniging wegens en onmiddellijk na de veroordeling van de vereniging als gevolg van het niet in acht nemen van de democratische beginsels bedoeld bij de bepalingen van het eerste lid.

§ 4. De aanwijzing geschiedt op basis van een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt op de website van het Bestuur en overgezonden aan de organisaties die de kringen of instellingen vertegenwoordigen bedoeld bij § 2 die belang hebben bij de ambten die toegekend dienen te worden, minstens zes maanden vóór de verjaring van de te begeven ambten.

Deze organisaties of instellingen zorgen voor de bekendmaking van deze oproep tot de kandidaten bij al hun leden.

De oproep tot de kandidaten bevat de volgende elementen :

- 1° de onverenigbaarheden bedoeld bij de derde paragraaf;
- 2° de benaming en het doel van de te begeven ambten met inbegrip van de kring of de instelling waarvan de kandidaat zijn kennis zal moeten bewijzen;
- 3° de inhoud van de kandidatuurakte zodat deze volledig en ontvankelijk wordt verklaard;
- 4° het adres waarop de akte toegezonden dient te worden;
- 5° de termijn waarbinnen deze toegezonden dient te worden.

De kandidatuurakte moet :

- 1° de redenen bevatten waarom de kandidaat binnen de instelling wenst te zetelen en het gevraagde ambt wenst te bekleden;
- 2° de hoedanigheid vermelden en verantwoorden waarop de kandidaat steunt, met vermelding van één van de categorieën bedoeld bij § 2, alsook zijn bevoegdheid voor of zijn ervaring met de betrokken instelling of kring. Daartoe gaat met de akte elk door de kandidaat relevant geacht document samen.
- 3° met een CV van de kandidaat samen gaan.

De kandidaturen worden aan het Bestuur toegestuurd binnen een termijn van vijftig dagen vanaf de bekendmaking van de oproep tot de kandidaten. Indien de laatste dag van de termijn op een wettelijke feestdag valt, of op een zaterdag of een zondag, wordt het einde van de termijn overgedragen naar de eerste werkdag die volgt.

De kandidaturen en de bijlagen worden ofwel bij ter post aangetekende zending ten laatste de laatste dag van de termijn bedoeld bij het vorige lid toegestuurd ofwel via email, ofwel ter plaatste afgegeven, ter attentie van de persoon vermeld in de oproep tot de kandidaten.

Er wordt een bericht van ontvangst door het Bestuur afgegeven voor de kandidaturen waarin, desgevallend, vermeld wordt dat er ontbrekende stukken zijn. Het Bestuur zendt dat bericht van ontvangst binnen de veertien dagen na de ontvangst van de kandidaturen. De ontbrekende stukken worden bij het dossier gevoegd als ze aan het Bestuur binnen de veertien dagen van het bericht van ontvangst van de kandidatuur medegedeeld worden. De ontbrekende stukken moeten gestuurd worden ofwel bij ter post aangetekende zending, ten laatste de laatste dag van de termijn bedoeld bij dit lid, ofwel via email, ofwel ter plaatste afgegeven, ter attentie van de persoon vermeld in de oproep tot de kandidaten. Worden enkel ontvankelijk verklaard de volledige kandidatuur dossiers.

Het Bestuur zendt de ontvankelijke kandidatuur dossiers aan de minister over binnen de veertien dagen van de vaststelling van de volledigheid ervan.

De Regering stelt de leden aan binnen de dertig dagen na de verzending van de ontvankelijke kandidatuur dossiers door het Bestuur en licht er simultaan de al dan niet goedgekeurde kandidaten over in.

Indien de kandidaturen niet toelaten het geheel van de ambten binnen de Raad te begeven, stelt de Regering van ambtswege de persoon die ze het meest geschikt acht dit ambt te voeren.

§ 5. De leden van de Raad worden door de Regering aangesteld voor een periode van vijf jaar. Hun aanstelling wordt verlengd, desgevallend, tot de ambtsbekleding van het lid aangesteld om ze op te volgen overeenkomstig paragraaf 4.

Wanneer de ambten van één of meer leden een eind nemen vóór de bepaalde termijn, wordt een nieuwe oproep tot de kandidaten gedaan overeenkomstig de procedure bedoeld bij paragraaf 4. De aanstelling is één keer vernieuwbaar.

§ 6. Wordt als ontslagnemend beschouwd, na voorafgaand verhoor van de betrokkene en op met redenen omklede beslissing van de Raad en mits goedkeuring door de Regering binnen de vijf werkdagen van de ontvangst ervan, het lid dat:

1°) onverantwoord op meer dan drie opeenvolgende vergaderingen afwezig was waarvoor het regelmatig werd opgeroepen;

2°) onverantwoord op meer dan de helft van de vergaderingen gehouden gedurende de laatste twaalf maanden afwezig was waarvoor het regelmatig werd opgeroepen;

3°) de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten hem overgezonden overeenkomstig artikel 7 niet in acht neemt wanneer een dergelijke vertrouwelijke aard erkend is in overeenkomst met de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van deze die voortvloeien uit het huishoudelijk reglement.

§ 7. Bij elke vijfjarige vernieuwing stelt de Regering binnen de Raad een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

§ 8. De Raad kan externe deskundigen bij zijn activiteiten betrekken. Tevens kan hij de verantwoordelijke horen voor het project waarop het aangevraagde advies betrekking heeft of diens vertegenwoordiger.

**Art. 11.** Er wordt een vast secretariaat van de Hoge sportraad ingesteld administratief gevoegd bij de Algemene Directie Sport van het Algemeen Bestuur voor Hulverlening aan de Jeugd, gezondheid en Sport van de Franse Gemeenschap.

Het vast secretariaat, minstens samengesteld uit drie leden, heeft tot opdracht de Hoge sportraad bij te staan bij de opdrachten die hem toevertrouwd worden op aanvraag en volgens de nadere regels bepaald door de Voorzitter van de Hoge Sportraad, overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij het huishoudelijk reglement. Het wordt namelijk belast met het toezenden van de oproepingen en het opstellen van de notulen van de vergaderingen van de Raad.

Dit secretariaat zal tevens belast worden met het behandelen van de dossiers van aanvraag om advies, het zorgen voor een documentatie- en inventariswerk van de wetgeving inzake sport, het voorbereiden van het jaarlijkse verslag van de Raad en het ontwikkelen van elk onderzoek, instrument of elke stap in verband met de verbetering van de werking van de sportwereld in de Franse Gemeenschap.

### HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

**Art. 12.** § 1. In afwijking van artikel 10, paragraaf 2, wordt de Raad samengesteld uit de huidige leden van de Hoge raad voor lichamelijke opvoeding, sport en opluchtlevens zoals ingesteld bij het decreet van 23 december 1988 tot het einde van hun aanstelling.

Hun aanstelling wordt, desgevallend, verlengd tot de ambtsbekleding van de nieuwe leden van de Raad aangesteld met toepassing van artikel 10 van dit decreet.

§ 2. De Raad neemt zijn eigen huishoudelijk reglement aan binnen de twee maanden van de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 13.** Het decreet van 23 december 1988 houdende instelling van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens bij de Executieve van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 oktober 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

(1) *Zitting 2010-2011*  
*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 251-1. — Commissieamendementen, nr. 251-2. — Verslag, nr. 251-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 251-4.

*Zitting 2011-2012*

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 oktober 2011.